



MUTUALISATION + SOLUTIONS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE 25-23-SINFO-MULTIÉDITEURS

**Fourniture de progiciels Informatiques, de prestations de support et
de maintenance associées pour les besoins de l'Amue**

ACHETEUR

Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements
(AMUE)

25, rue de Tolbiac
75013 Paris

SIREN n° 180 043 127

LOTS

Unique

PROCEDURE

Appel d'offres ouvert

(Art. R. 2124-1 et 2, et R. 2161-1 à -5 du code de la commande
publique)

SOMMAIRE

DEFINITIONS	4
ARTICLE 1. L'ACHETEUR	5
1.1 Identification de l'Acheteur	5
1.2 Présentation de l'Amue	5
ARTICLE 2. OBJET – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
2.1 Objet du marché	5
2.2 Exclusivité	6
2.3 Forme	6
2.4 Montant	7
2.5 Allotissement	7
ARTICLE 3. DUREE DU MARCHE	7
4.1 Durée de l'accord-cadre	7
4.2 Durée des marchés subséquents	7
4.3 Durée d'exécution des bons de commande	7
ARTICLE 4. PRESTATIONS SIMILAIRES	8
ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES	8
5.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre	8
5.2 Pièces constitutives des marchés subséquents	9
ARTICLE 6. MODALITES DE COMMANDES	9
6.1 Répartition des bons de commandes	9
6.2 Émission des bons de commande	10
6.3 Marchés subséquents	11
ARTICLE 7. ANNULATION, SUSPENSION, REPORT DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 8. EXÉCUTION DES PRESTATIONS	13
8.1 Délais	14
8.2 Lieu d'exécution	14
8.3 Équipe dédiée	14
8.4 Clause sociale et environnementale	15
ARTICLE 9. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS	15
9.1 Installation et mise en ordre de marche	15
9.2 Vérification simple (modalité par défaut)	15
ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
10.1 Obligation générale	17
10.2 Obligation de résultat	17
10.3 Obligation conseil et d'information	18
10.4 Obligation de confidentialité	18

10.5	Obligation de protection des données à caractère personnel liées à la mission	19
10.6	Obligation de sécurité des données et de non-exposition du Titulaire et de ses sous-traitants aux lois extraterritoriales étrangères	19
10.7	Obligation de prévention et de signalement des conflits d'intérêt	20
10.8	Droit de résiliation en cas de non-respect de ses obligations par le Titulaire.....	20
ARTICLE 11.	<u>COTRAITANCE – SOUS-TRAITANCE.....</u>	<u>20</u>
11.1	Cotraitance	20
11.2	Sous-traitance.....	21
ARTICLE 12.	<u>DETERMINATION – EVOLUTION DES PRIX – CLAUSE DE REEXAMEN</u>	<u>21</u>
12.1	Contenu des prix.....	21
12.2	Variation des prix.....	22
12.3	Clause de réexamen	22
ARTICLE 13.	<u>MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE</u>	<u>23</u>
13.1	Avance - Acomptes	23
13.2	Facturation.....	23
13.3	Modalités de facturation	23
13.4	Transmission des factures	24
13.5	Monnaie.....	24
13.6	Mentions obligatoires.....	24
13.7	Taux de TVA	25
13.8	Règlement des factures	25
13.9	Intérêts moratoires.....	25
ARTICLE 14.	<u>PENALITES</u>	<u>26</u>
14.1	Généralités.....	26
14.2	Pénalités de retard	26
14.3	Autres pénalités.....	27
ARTICLE 15.	<u>GARANTIE DE REVENDICATION</u>	<u>27</u>
ARTICLE 16.	<u>DONNEES DE L'ACHETEUR - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</u>	<u>27</u>
16.1	Garantie de jouissance paisible	28
ARTICLE 17.	<u>ASSURANCES ET DÉCLARATIONS.....</u>	<u>28</u>
ARTICLE 18.	<u>AGRÉMENTS – DOCUMENTS LÉGAUX.....</u>	<u>29</u>
18.1	Documents à produire pendant l'exécution du marché	29
ARTICLE 19.	<u>LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE</u>	<u>30</u>
ARTICLE 20.	<u>MODIFICATIONS DU MARCHE</u>	<u>30</u>
ARTICLE 21.	<u>MODIFICATION DU TITULAIRE - CESSIION - TRANSFERT DU MARCHE.....</u>	<u>30</u>
ARTICLE 22.	<u>REDRESSEMENT - LIQUIDATION JUDICIAIRE</u>	<u>31</u>
ARTICLE 23.	<u>FIN DU MARCHE.....</u>	<u>31</u>
23.1	Résiliation	31
ARTICLE 24.	<u>REFERENCES COMMERCIALES.....</u>	<u>32</u>

ARTICLE 25.	LANGUE DU MARCHE - INTERPRETATION DU CONTRAT	32
ARTICLE 26.	ELECTION DE DOMICILE- DROIT APPLICABLE	33
ARTICLE 27.	REGLEMENT DES DIFFERENDS - JURIDICTION COMPETENTE	33
ARTICLE 28.	DÉROGATIONS AU CCAG	33

DEFINITIONS

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- + **Accord-cadre** : est un contrat-cadre conclu entre un acheteur public (ou un groupement d'acheteurs) et un ou plusieurs prestataires, dans le but de définir les conditions générales régissant la fourniture de biens, services ou travaux sur une période déterminée. L'accord-cadre permet de faciliter et de simplifier les achats publics en établissant des conditions préalables de négociation ou d'attribution pour des besoins futurs.
- + **Accord-cadre multi-attributaire** : contrat établi entre l'acheteur et plusieurs Titulaires, en vue de définir les termes et conditions générales qui régiront les actes subséquents à attribuer pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Cet accord-cadre a pour but de fixer les conditions d'exécution (comme les prix, les spécifications techniques, de services etc.) des prestations ou des fournitures spécifiques qui seront ensuite attribuées au fur et à mesure, via des bons de commande, selon un système dit « en cascade »
- + **Adhérents de l'AMUE** : désigne les Universités et Établissements dont l'adhésion à l'AMUE permet d'être bénéficiaire des prestations objet du présent accord-cadre. La liste des adhérents de l'AMUE figure sur le site internet de l'Amue. À titre indicatif, au moment de la notification de l'accord-cadre, celle-ci figure à l'adresse suivante <http://www.amue.fr/presentation/annuaires/annuaire-des-adherents>
- + **Agent comptable** : désigne l'agent de droit public ayant la charge exclusive de manier les fonds et de tenir les comptes des personnes morales, en s'assurant de la sincérité des enregistrements comptables et du respect des procédures. Il prend en charge et contrôle les ordres de payer et de recouvrer transmis par l'ordonnateur. Il recouvre les créances et procède au paiement des dépenses, en conservant les pièces justificatives des opérations transmises par l'ordonnateur. Il contrôle la validité de la dette. L'agent comptable est identifié dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre ou dans les marchés subséquents.
- + **AMUE** : désigne l'Agence de Mutualisation des Universités et des Établissements, groupement d'intérêt Public (GIP) agissant en qualité de centrale d'achat en faveur de ses adhérents ainsi qu'en tant qu'établissement bénéficiaire des prestations objet de l'accord-cadre. L'Amue est également coordonnateur du groupement de commande ;
- + **Bons de commande** : documents écrits adressés aux Titulaires du marché qui précisent parmi les prestations décrites dans l'accord-cadre, celles dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité ;
- + **Cahier des Clauses Particulières (CCP)** : le présent document contractuel. Il regroupe les clauses administratives (première partie) et les clauses techniques (seconde partie) spécifiques de l'accord-cadre.

- + **UO** : prestation ou ensemble de prestations décrites au CCP et regroupées dans un ensemble faisant l'objet d'une ligne de commande
- + **Prestation** : ensemble d'activités opérationnelles à mener par le Titulaire. Une prestation est concrétisée par l'élaboration et la livraison d'un ou plusieurs livrables ;
- + **Représentant du pouvoir adjudicateur** : désigne le représentant de l'Amue responsable de la passation et du suivi d'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent ;
- + **Titulaire** : le ou les opérateurs économiques co-contractants désignés dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de groupement, l'ensemble du groupement est désigné comme « Le Titulaire » ;

ARTICLE 1. L'ACHETEUR

1.1 Identification de l'Acheteur

L'Acheteur est indiqué en page 1 du CCP.

1.2 Présentation de l'Amue

L'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et de support à l'enseignement supérieur ou à la recherche est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui organise la coopération entre ses membres et sert de support à leurs actions communes en vue d'améliorer la qualité de leur gestion.

L'Amue met à la disposition de ses adhérents, des solutions informatiques, des formations, des accords-cadres et une expertise métier qui permettent :

- + De contribuer à l'élaboration de leur système d'information,
- + De disposer d'une offre logicielle plurielle répondant à leur diversité,
- + D'accompagner les changements des établissements en matière de pilotage et de gestion,
- + D'assurer à leurs personnels des formations,
- + De participer à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche et à la coopération internationale dans ces domaines.

L'Amue bénéficie des protocoles du Groupe Logiciel de l'ESR.

ARTICLE 2. OBJET – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le marché a pour objet la fourniture de progiciels informatiques et de prestations de support et de maintenance associées pour un usage lié aux activités propres de l'Amue.

La liste des progiciels devant être distribués obligatoirement est détaillée en annexe au présent CCP.

Classification CPV : 48900000-7 Logiciels et systèmes informatiques divers.

L'exécution du présent accord-cadre doit obligatoirement se conduire dans le respect du présent CCP.

2.2 Exclusivité

Le présent accord-cadre ne crée pas d'exclusivité au profit des Titulaires dans les cas suivants :

- + Impossibilité des Titulaires de réaliser les prestations ;
- + En cas de manquement des Titulaires à son obligation de réponse aux demandes de devis ;
- + Besoins exceptionnels dans le cadre de projets spécifiques ou nécessitant une expertise spécifique/sectorielle forte ou indépendante ;
- + Besoins urgents auxquels les Titulaires ne peuvent répondre.
- + **Besoins couverts par les marchés ou protocoles du Groupe Logiciel de l'ESR**

2.3 Forme

L'accord-cadre est multi-attributaire. Le nombre maximum d'attributaire est de 2.

Conformément à l'article R2162-3 du code de commande publique, le présent accord-cadre peut être exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande peuvent porter sur l'ensemble des prestations prévues à l'accord-cadre.

Les marchés subséquents conclus entre le Titulaire et l'Amue peuvent, porter sur les logiciels nécessitant des conditions particulières d'usage du fait de leur utilisation au sein des solutions Amue (ex : Sifac, Siham, etc).

L'accord-cadre précise les spécifications minimales que doivent contenir les marchés subséquents, ces dispositions peuvent être complétées dans les documents particuliers des marchés subséquents sans pour autant en modifier substantiellement le contenu conformément aux dispositions de l'article R2162-7 du code de la commande publique.

Ces « marchés subséquents » sont entendus comme les « marchés passés sur le fondement de l'accord cadre 25-23-SINFO-MULTIEDITEURS ».

Ils prennent la forme :

- Soit de marchés subséquents fixant les conditions d'exécution des prestations dans les conditions fixées à l'article R2162-7 du code de la commande publique.
- Soit d'accords-cadres fixant les conditions d'exécution des prestations et exécutés au moyen de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R2162-8 du code de la commande publique.

2.4 Montant

À titre purement indicatif le montant estimé du marché est de 800 000 € HT environ pour la durée totale du marché, reconductions et prestations similaires comprises. Ce montant estimatif n'engage en rien l'Amue sur une dépense minimum ou maximum applicable au présent marché.

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le marché est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 3 000 000 € HT.

En cas d'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre celui-ci prend fin 60 jours francs après l'atteinte de ce maximum.

2.5 Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 3. DUREE DU MARCHÉ

4.1 Durée de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 48 mois à compter du 21 janvier 2026, ou de sa notification si celle-ci est postérieure au 21 janvier 2026.

4.2 Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée des marchés passés sur la base de l'accord-cadre est fixée par chaque marché subséquent sous réserve du respect des conditions présent CCP.

La date d'échéance des marchés subséquents peut excéder de six (6) mois maximum la date d'échéance de l'accord-cadre.

En cas d'abonnement annuel ou prestations annuelles de support et maintenance, l'exécution des marchés subséquents peut excéder de douze mois maximum la date d'échéance de l'accord-cadre.

4.3 Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'Amue au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre ou des marchés subséquents sur le fondement desquels ils sont émis.

Sauf situation exceptionnelle dûment justifiée auprès de l'établissement, leur durée d'exécution ne peut excéder de plus de six (6) mois celle de l'accord-cadre ou du marché subséquent sur la base desquels ils sont émis.

En cas d'abonnement annuel ou prestations annuelles de support et maintenance, l'exécution des marchés subséquents peut excéder de douze mois maximum la date d'échéance de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'Acheteur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les situations décrites à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 5. PIECES CONSTITUTIVES

5.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article [4.1 du CCAG-TIC], les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager le ou les titulaire(s) ;
2. Le présent Cahier des clauses particulières et son annexe :
- Annexe 1 : « Liste des Logiciels » ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
5. L'offre technique et financière du titulaire et ses annexes.

Le CCAG-TIC est disponible sur le site du ministère de l'économie, des finances et de la relance via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

En cas de contradictions ou de différences entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les annexes ci-dessus ont une valeur identique à celle du document de référence.

Seuls les exemplaires conservés par l'Acheteur font foi.

Aucune clause limitative de responsabilité ou réserve figurant dans l'offre du Titulaire ou présentées par le Titulaire durant l'exécution du marché n'est admise ; elle est déclarée nulle et non avenue.

5.2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- + l'acte d'engagement du marché subséquent et son annexe financière dûment complétés, datés et signés par la personne habilitée à engager le titulaire, dont les originaux conservés par l'administration font seuls foi ;
- + le cahier des clauses particulières (CCP) de l'accord-cadre;
- + le cahier des clauses particulières du marché subséquent;
- + Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- + L'offre financière et technique du titulaire au marché subséquent ;
- + L'offre technique du titulaire et ses annexes remise à l'appui de son offre au niveau de l'accord-cadre ;

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

Les annexes ci-dessus ont une valeur identique à celle du document de référence.

Seuls les exemplaires conservés par l'Acheteur font foi.

Aucune clause limitative de responsabilité ou réserve figurant dans l'offre du Titulaire ou présentées par le Titulaire durant l'exécution du marché n'est admise ; elle est déclarée nulle et non avenue.

ARTICLE 6. MODALITES DE COMMANDES

6.1 Répartition des bons de commandes

Répartition des bons de commandes « en cascade » : l'ordre défini dans le classement des offres issu de la procédure de passation du marché détermine l'ordre d'attribution des bons de commande.

Le rang de chaque Titulaire (le Titulaire n°1 est celui dont l'offre est classée n°1, Titulaire n°2 est dont l'offre est classée n°2) sera notifié par l'Acheteur lors de la notification du marché.

Lors de l'exécution du marché, chaque commande est adressée en premier lieu au Titulaire n°1. Dans le cas où le Titulaire n°1 n'est pas en capacité d'honorer la commande émise dans un délai fixé par le bon de commande et devant être raisonnable compte tenu du contexte et des habitudes de l'éditeur ou s'il indique que la prestation demandée n'était pas obligatoire et n'est pas prévue par son annexe financière le Titulaire n°2 sera saisi.

Dans des cas exceptionnels où aucun des Titulaires n'est en mesure de répondre au besoin, l'Acheteur se réserve la possibilité de consulter des prestataires en dehors de l'accord-cadre, quel que soit le montant de la prestation et sans que les Titulaires ne puissent prétendre à une quelconque indemnité.

Le cas échéant Sur la durée totale de l'accord-cadre, si l'un des Titulaires ne formule aucune offre de réponse au bout de 5 commandes émises par l'Acheteur, il s'expose à une exclusion temporaire du présent accord-cadre.

L'exclusion temporaire consiste à ne pas appliquer, temporairement, la règle d'attribution des bons de commande telle que prévue dans le présent article. Ainsi, le Titulaire faisant l'objet de l'exclusion ne sera pas consulté lors des 3 prochaines sollicitations d'attribution des bons de commandes « en cascade » qui suit directement la notification de cette décision.

L'Acheteur notifie la décision d'exclusion temporaire.

En cas de non-réponse répétée, si aucun accord pour résoudre ce manquement n'est trouvé entre les Parties, le Titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre pour faute, de plein droit et sans indemnité à la charge de l'Acheteur.

Cas particulier : protocoles du Groupe Logiciel.

Le Groupe Logiciel est un groupe de travail de l'ESR proposant notamment à ses membres de bénéficier des protocoles signés entre le Groupe Logiciel et certains éditeurs.

En cas de commande portant sur une solution couverte par un tel protocole, l'Amue indique au Titulaire que ce protocole existe. Le Titulaire a l'obligation de solliciter l'éditeur afin d'appliquer le dit protocole au présent accord-cadre.

Si le Titulaire ne parvient pas à obtenir l'application du protocole, il n'a pas l'obligation de fournir la solution faisant l'objet de la commande. Cette situation n'est pas considérée comme une absence de réponse à une commande.

6.2 Émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'Amue au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ils ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de l'Acheteur suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- La référence du bon de commande
- les références de la prestation concernée (n° d'UO, de poste...),
- les références du présent accord-cadre (25-23-SINFO-MULTIEDITEURS) et, le cas échéant, du marché subséquent
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la désignation de la prestation assurée (quantité, description des modules et prestations, désignation des livrables),
- le délai d'exécution et/ou intervention, le cas échéant la date de livraison
- le lieu d'exécution
- le cas échéant, la référence du devis relatif aux prestations d'expertise annexé au bon de commande
- le montant hors taxes de la commande, sur la base des prix du Cadre de Réponse Financier du marché
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises,
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par écrit à l'Acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande sous peine de se voir déchu de ce droit.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité du marché sont exécutés jusqu'au terme des prestations dans le respect de l'obligation de remise en concurrence périodique qui s'impose à l'Acheteur.

Modifications : Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des Parties est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Ces modifications ne sont assorties d'aucune indemnité à la charge de l'Acheteur.

6.3 Marchés subséquents

6.3.1 Périmètre

Les marchés subséquents entreront dans le périmètre fixé dans le CCP et complèteront en tant que de besoin les termes généraux fixés par l'accord-cadre.

L'Amue peut conclure des marchés subséquents prenant la forme de marchés forfaitaires ou d'accord-cadre fixant les conditions d'exécution des prestations et exécutées au moyen de bons de commande.

Le montant du marché forfaitaire est calculé sur la base des prix plafond de l'accord-cadre. Le titulaire peut consentir lors de sa conclusion à une remise.

6.3.2 Procédure de consultation

La consultation prend la forme d'une remise en concurrence via la plate-forme PLACE.

Les invitations à concourir sont transmises aux adresses électroniques indiquées par les Titulaires dans leurs offres. Il est recommandé aux Titulaires de préférer une adresse générique, non personnelle. Tout changement d'adresse destinée à recevoir les invitations à concourir est indiquée au Pouvoir Adjudicateur qui accuse réception de changement.

Dès lors que l'invitation a été envoyée à l'adresse effectivement indiquée par le Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ne peut être tenu responsable de la non connaissance par le Titulaire de la remise en concurrence.

Un règlement de la consultation fixe le déroulé de la procédure et les critères de sélection de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur fixe la pondération effective dans le règlement de consultation des remises en concurrence. Le pouvoir adjudicateur veille, lors de la rédaction de leur règlement de consultation, à ce que la pondération totale des critères soit égale à 100%.

Les notes obtenues sur chaque critère de sélection des offres sont ensuite additionnées pour donner une note finale sur 100.

En cas d'égalité de notes, l'offre comportant la meilleure note au critère 1 sera retenue

La consultation sera composée *a minima* des caractéristiques et modalités d'exécution des prestations souhaitées par l'Acheteur, du cadre de réponse technique, du délai de réponse et de la durée de validité de l'offre. Le dossier indiquera la forme du marché subséquent.

En cas d'imprévu exceptionnel et justifié où l'urgence s'impose, le délai de réponse pourra être fixé à 48 heures.

Toute consultation peut être déclarée sans suite par l'Acheteur, sans indemnité à verser au Titulaire, à tout moment avant la signature du marché subséquent.

Lorsque l'ensemble des Titulaires remettent une offre irrégulière, inacceptable, inappropriée ou anormalement basse, l'Acheteur se réserve la possibilité d'organiser une consultation spécifique en dehors de l'accord-cadre.

6.3.3 Offre du Titulaire

Dans sa réponse, le Titulaire remettra à l'Acheteur, via le profil d'acheteur, une offre composée *a minima* d'un descriptif technique et d'un devis dont les prix sont conformes au Cadre de Réponse Financier de l'accord-cadre lorsque ces prix y figurent. **Les prix de l'accord-cadre sont des prix-plafonds et constituent un prix maximum pour les marchés subséquents.**

6.3.4 Pièces constitutives - Notification – Validité du marché subséquent

L'Acheteur notifiera le marché subséquent, dûment signé par les Parties, au Titulaire classé n°1 à l'issue de l'analyse des offres via le profil PLACE de l'Acheteur.

Le marché subséquent sera constitué des documents contractuels suivants et dans cet ordre de priorité contractuel :

- L'Acte d'engagement du marché subséquent valant cahier des charges
- Le Cadre de Réponse Financier du marché subséquent
- L'offre technique du Titulaire pour le marché subséquent

Le rang des pièces constitutives du marché subséquent est défini à l'article 6 du présent CCP.

Seule la notification du marché subséquent a valeur contractuelle. Ainsi, les prestations ne peuvent commencer à être exécutées qu'à compter de cette notification.

Les marchés subséquents peuvent être émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre et sont exécutés jusqu'au terme des prestations dans le respect de l'obligation de remise en concurrence périodique qui s'impose à l'Acheteur et dans le respect de l'article 4. *Durée* du présent CCP.

6.3.5 Obligation de réponse du Titulaire

Pour chaque lot de l'accord-cadre :

Le Titulaire doit répondre à chaque marché subséquent que l'Acheteur lui soumet.

Toutefois, s'il indique que la prestation demandée n'était pas prévue dans son annexe financière au jour du lancement de la consultation, il n'est pas tenu de déposer une offre.

S'il apparaît qu'un Titulaire manque à son obligation de réponse aux remises en concurrence, ou apporte de manière intentionnelle des réponses inappropriées, inacceptables ou irrégulières, l'Amue saisit le(s) Titulaire(s) défaillant(s) afin qu'il(s) justifie(nt) l'absence de proposition. À défaut de raisons sérieuses (exemple : obligation de déport, risque de conflit d'intérêt...), l'Amue se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 1 000€ HT par manquement constaté au(x) Titulaire(s) défaillant(s).

L'absence d'offres répétée de la part du Titulaire peut conduire à la résiliation du marché sans ouvrir droit pour le Titulaire concerné à un quelconque versement d'indemnités.

En cas de non-réponse de l'ensemble des Titulaires à un marché subséquent donné, l'Acheteur se réserve la possibilité d'organiser une consultation spécifique en dehors de l'accord-cadre.

ARTICLE 7. ANNULATION, SUSPENSION, REPORT DES PRESTATIONS

En complément des dispositions du Code de la commande publique et de l'article 26 du CCAG-TIC, les Parties s'efforceront de bonne foi de prendre toute mesure raisonnablement possible en vue de poursuivre l'exécution des prestations ou d'examiner les conséquences de ces circonstances, notamment financières pour les Parties ainsi que toute capitalisation réalisable sur le travail déjà effectué.

Si ces circonstances rendent les prestations impossibles, l'Acheteur pourra décider :

- Sans délai de prévenance et par tout moyen écrit, du report des prestations à une date ultérieure ou de la suspension des prestations ou de l'annulation de tout ou partie de la commande ;
- Sous réserve du respect d'un préavis de quinze jours de la résiliation du marché sans dommages et intérêts à sa charge, par lettre recommandée avec avis de réception ;
- En fonction de ses propres contraintes, de faire appel à un autre prestataire ; le présent marché ne créant pas d'exclusivité au profit du Titulaire sur les prestations dans de telles circonstances.

Cette impossibilité peut résulter de la décision d'une autorité publique. Dans ce cas particulier, l'Acheteur peut résilier le marché sans préavis.

Aucune indemnité du Titulaire ne sera due par l'Acheteur.

ARTICLE 8. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Délais

Les délais et/ou périodicités d'exécution des prestations sont fixés par le CCP, ou dans l'offre du Titulaire s'ils sont mieux disant, ou à défaut dans le bon de commande et/ou dans le marché subséquent. Ils ne peuvent pas dépasser de plus de 6 mois la fin de l'accord-cadre.

Aucune suspension du délai n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du Titulaire ou des congés des intervenants en charge de la prestation.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-TIC, le Titulaire est autorisé à demander, par écrit, dans un délai maximum de cinq jours à compter de la survenance du fait générateur et obligatoirement avant l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation, l'accord de l'Acheteur pour modifier et/ou prolonger les délais en lui signalant les causes du ou des retards qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

L'Acheteur se réserve toutefois, en fonction de ses contraintes et des motifs invoqués par le Titulaire, d'accepter ou de refuser la modification et/ou la prolongation des délais.

8.2 Lieu d'exécution

Les prestations sont exécutées, sur les sites de :

- Paris, 25 rue de Tolbiac 75013 PARIS
- Montpellier, 181 place Ernest Granier 34000 MONTPELLIER
- locaux des Titulaires

8.3 Équipe dédiée

Le Titulaire assume l'entière responsabilité de la composition de l'équipe dédiée à la réalisation des prestations et garantit les compétences professionnelles des membres de l'équipe dédiée à l'exécution de la mission conformément à son offre.

Le Titulaire désigne nommément dans son offre une personne en charge de l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe).

L'équipe affectée à l'exécution des prestations par le titulaire relève de la seule autorité hiérarchique et disciplinaire de celui-ci.

L'Amue ne peut donner des ordres directement au personnel du titulaire, toute demande doit transiter par le correspondant permanent du titulaire. Lorsque le personnel du titulaire est amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'Amue, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur le site.

En cas de changement d'un des intervenants dont le profil est mentionné dans sa réponse, le titulaire doit en avertir l'Amue et lui présenter le profil du nouvel intervenant dans un délai de trois jours minimum à compter de l'indisponibilité.

Le personnel intervenant en remplacement dispose d'un niveau de connaissance de l'environnement du projet identique ou supérieur au personnel intervenant habituellement, et cela qu'il s'agisse de remplacements planifiés (congés) ou de remplacement non planifiés (incapacité de travail).

Le remplaçant proposé est considéré comme accepté si l'Amue ne le récuse pas dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplacement d'intervenants ne modifie pas les échéances inscrites au calendrier et la date de référence servant au calcul des pénalités.

8.4 Clause sociale et environnementale

8.4.1 Engagement environnemental

Au démarrage du marché et tout au long de son exécution, le Titulaire communique à l'Acheteur les mesures et les bilans de ses actions en faveur de la protection et de la mise en valeur de l'environnement.

Le Titulaire présente dans son offre les mesures qu'il met en œuvre pour réduire les impacts environnementaux. Les Parties pourront se rapprocher pour définir les modalités précises de ce reporting ou ses évolutions, et ce sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

8.4.2 Engagement d'insertion sociale

Sans objet.

ARTICLE 9. VÉRIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'Amue, de s'assurer que le Titulaire :

- + a mis en œuvre les moyens prévus dans le marché, conformément aux prescriptions fixées dans l'accord-cadre et ses annexes ;
- + a exécuté les prestations à sa charge conformément aux spécifications techniques, aux modalités d'exécution et d'achèvement prévues dans le CCP et les bons de commande.

Les vérifications et l'admission des prestations dérogent aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

9.1 Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

À cet effet, il dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

9.2 Vérification simple (modalité par défaut)

Les opérations de vérification ont pour objet de permettre à l'Amue de contrôler notamment que le Titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Nota :

1. les termes livraison, installation ou exécution sont équivalents au regard des opérations de vérification, le terme utilisé dépendant de la nature de la prestation attendue ;
2. les termes réception et recette sont équivalents au regard des opérations de vérification ;
3. dans le cas d'un bon de commande comportant des prestations distinctes, la livraison de chacun fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Les prestations effectuées par le Titulaire doivent répondre aux dispositions prévues dans les documents contractuels.

Aussitôt qu'une difficulté significative est identifiée par une partie (Titulaire/ Amue), elle est portée à la connaissance de l'autre au plus tard sous une semaine.

À la suite de cette communication, les parties déterminent les moyens à mettre en œuvre par l'une ou l'autre partie, afin d'apporter une solution adéquate pour résoudre le plus rapidement possible la difficulté concernée.

Les modalités de vérifications et d'admission retenues sont la vérification simple pour l'ensemble des prestations du présent accord-cadre.

Toutes les prestations sont soumises à un délai de vérification simple de 4 semaines.

Après mise à disposition à l'Amue par le Titulaire de l'ensemble des résultats attendus au point de livraison et selon les postes concernés, l'Amue dispose d'un délai de 4 semaines pour procéder à la vérification des postes précités.

9.2.1 Résultat de la vérification

Si le résultat de la vérification est positif, l'Amue prononce l'admission des prestations avec ou sans réfaction. S'il y a réfaction, il y est procédé dans les conditions suivantes :

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours ouvrés pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire. Si la livraison peut être admise, elle donne lieu à un procès-verbal d'admission.

L'Amue notifie sa décision au Titulaire dès que la vérification a été opérée et au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à l'expiration du délai maximum de vérification. A défaut, l'admission est réputée acquise à l'expiration du délai maximum de vérification.

Si le résultat de la vérification est négatif, l'Amue prend une décision d'ajournement ou de rejet selon les modalités suivantes :

En cas d'ajournement, le procès-verbal d'ajournement invite le Titulaire à présenter de nouveau au pouvoir adjudicateur les postes mis au point dans un délai de dix (10) jours ouvrés maximum.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de trois (3) jours ouvrés maximum à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

dans un délai de cinq (5) jours ouvrés courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de trois (3) jours ouvrés ci-dessus mentionné. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de cinq (5) jours ouvrés vaut décision de rejet des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les postes mis au point, après la décision d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder à la vérification des postes à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

En cas de rejet, il est fait application par l'Amue des dispositions fixées à l'article 34.4 du CCAG-TIC.

Si, à l'issue de trois présentations en vérification par le Titulaire, les résultats livrés n'ont pas pu obtenir un avis favorable pour la vérification simple, l'Amue peut décider la résiliation de l'accord-cadre ou de l'acte subséquent.

En cas de retard dans la mise à disposition des résultats permettant de procéder à la vérification simple, des pénalités pour retard sont appliquées selon les dispositions prévues à l'article XX du présent CCP

ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10.1 Obligation générale

Le Titulaire garantit une exécution des prestations aux normes et règlement en vigueur et dans les règles de l'art de sa profession.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations ainsi que de lui fournir les moyens matériels appropriés.

Par ailleurs, le Titulaire doit recueillir l'accord exprès et préalable de l'Acheteur avant de procéder à toute modification des modalités de déroulement de la prestation conformément au présent CCP, par exemple en cas de projet de sous-traitance d'une partie de la prestation, de modification du lieu d'exécution de la prestation ou de modification des engagements de services.

10.2 Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat et de délais sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 13 du présent document.

Il remet à l'Amue des livrables exempts d'erreur matérielle. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Il garantit avoir, en interne ou par le biais de sous-traitants, l'ensemble des connaissances, compétences et savoir-faire techniques et organisationnels nécessaires à l'exécution du présent marché. Il garantit la faisabilité technique et la légalité des solutions préconisées.

En tant que professionnel, le titulaire est garant du respect :

- de toutes obligations légales et réglementaires en vigueur de nature à couvrir ou impacter les prestations recommandées et/ou mises en œuvre en application du présent accord-cadre ;
- des règles de l'art et règles de bonne conduite pour chacune des prestations visées dans son offre et l'accord-cadre.

10.3 Obligation conseil et d'information

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le Titulaire s'engage à tenir l'Agence informée de manière régulière de l'exécution des prestations objet du présent marché et à signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Il est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'acheteur pendant toute la durée d'exécution du présent accord-cadre, de l'avertir de toutes difficultés qu'il pourrait percevoir, et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'il est tenu de fournir à l'Agence.

10.4 Obligation de confidentialité

Les obligations du présent article s'appliquent au titulaire mais également aux cotraitants et à leurs sous-traitants.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a eu connaissance d'informations ou a reçu communication, à titre confidentiel, de documents ou éléments quelconques portant soit sur l'objet du marché soit sur le fonctionnement des services de l'AMUE, est tenu de prendre toute mesure permettant que cette information ne soit pas diffusée que ce soit pendant l'exécution du marché ou après.

L'AMUE s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire.

Mesures de protection :

Le Titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles pour protéger et conserver dans de bonnes conditions de sécurité, les documents, quelle qu'en soit la forme ou le support, qui lui seront confiés par l'AMUE pour l'accomplissement de sa mission. Il s'oblige également à en préserver la confidentialité.

Sauvegarde de la confidentialité :

Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel absolu sur les informations qui lui sont fournies par l'AMUE pour les besoins de sa mission, en particulier sur les informations nominatives, ainsi que sur celles dont ses intervenants auront ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux.

Il s'engage à en empêcher, par tout moyen, la reproduction ou la diffusion dès lors que celle-ci n'est pas expressément liée à l'exécution des prestations convenues.

10.5 Obligation de protection des données à caractère personnel liées à la mission

Les prestations objets du présent accord-cadre ne contiennent pas de traitements de données à caractère personnel.

10.6 Obligation de sécurité des données et de non-exposition du Titulaire et de ses sous-traitants aux lois extraterritoriales étrangères

Le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions nécessaires en ce qui concerne la sécurité des données et la non-exposition du prestataire et de ses sous-traitants aux lois extraterritoriales étrangères.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre en cas d'incident ou de difficultés graves de toute nature, les mécanismes de secours adéquats permettant à l'Acheteur de bénéficier de la continuité des services.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre, avant toute interruption définitive d'une Prestation, pour quelque cause que ce soit, les mécanismes de réversibilité définis dans la partie technique. Également, le Titulaire s'engage à permettre à l'Acheteur d'accéder aux données externalisées en toutes circonstances, y compris en cas d'insolvabilité, de résolution ou d'interruption des activités commerciales du Titulaire.

10.6.1 Engagement de conformité aux lois françaises et européennes

Le Titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter strictement uniquement les lois et réglementations françaises et européennes applicables à l'objet du présent partenariat d'innovation, ainsi que les obligations spécifiées aux présentes.

10.6.2 Interdiction de se soumettre à des lois extraterritoriales

Le Titulaire garantit qu'il n'est pas, directement ou indirectement (notamment via ses sous-traitants), soumis à l'application de lois, réglementations ou juridictions extraterritoriales étrangères (telles que le Patriot Act ou le Foreign Intelligence Surveillance Act (Fisa) ou le Clarifying Lawful Overseas Use of Data (Cloud) Act), ou toute mesure équivalente introduisant des contraintes de compliance ou de reporting hors du cadre de l'Union européenne).

10.6.3 Neutralité à l'égard des juridictions et demandent instructives étrangères

Le Titulaire s'interdit, sauf obligation imposée par une autorité nationale compétente (française ou européenne), de répondre à toute demande venant d'une autorité ou d'une juridiction étrangère relevant d'un régime de droit extraterritorial. Toute communication relative à des interrogations, enquêtes ou assignations émanant d'une autorité étrangère devra être signalée immédiatement au pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, aucune information documentaire, technique, financière ou autre ne pourra être communiquée sans son accord express.

10.6.4 Clause de substitution ou de refus de clause extraterritoriale

Si un donneur d'ordre, un client final ou toute autre partie imposait au Titulaire une clause de droit extraterritorial, le prestataire devra :

- a) en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur,
- b) demander explicitement une renégociation du présent marché ou une substitution,
- c) ou proposer un mécanisme de compensation satisfaisant permettant de protéger ses droits et ceux du pouvoir adjudicateur.

10.6.5 Indemnisation

Le prestataire s'engage à indemniser et à garantir le pouvoir adjudicateur contre toute conséquence (juridique, financière, indemnitaire) résultant de la violation de la présente clause, y compris les frais de défense, amendes, astreintes et préjudices directs ou indirects.

10.6.6 Suspension et résiliation

Si le prestataire viole cette clause, le pouvoir adjudicateur pourra suspendre temporairement le marché, puis le résilier de plein droit après notification restée sans effet dans un délai de trente (30) jours, sans préjudice des droits à indemnisation.

10.6.7 Obligation d'information et de reporting

Le prestataire devra fournir, à tout moment sur demande écrite, un rapport détaillé sur les mesures de compliance mises en place pour garantir le respect de la présente clause, notamment en ce qui concerne la gestion des sous-traitants.

A ce titre, les outils qui présentent un risque d'accès aux données en clair ne sont pas autorisés.

10.7 Obligation de prévention et de signalement des conflits d'intérêt

Le titulaire informe l'Amue au plus vite de toute situation de conflit d'intérêt susceptible d'intervenir dans l'exécution de sa mission.

En particulier, il dénonce toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché cible ou plus généralement dont la présence est de nature «à faire naître un doute» légitime quant à l'impartialité de la procédure.

10.8 Droit de résiliation en cas de non-respect de ses obligations par le Titulaire

L'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché, conformément aux dispositions du CCP à l'article « Résiliation », dans les situations suivantes :

- Si le Titulaire contrevient aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles applicables, après avoir laissé un délai suffisant au Titulaire pour s'y conformer si un point spécifique de la réglementation n'est pas portée initialement à sa connaissance par l'Amue ;
- Si des obstacles ou changements significatifs susceptibles d'altérer significativement la réalisation de la prestation objet du marché sont identifiés par l'Acheteur ;
- Si des faiblesses sont identifiées dans la gestion et la sécurité des données ou d'informations confidentielles, personnelles ou sensibles par le Titulaire.

ARTICLE 11. COTRAITANCE – SOUS-TRAITANCE

11.1 Cotraitance

En cas de groupement d'entreprises, le Titulaire désigne dans l'acte d'engagement les membres du groupement, et parmi eux, le mandataire du groupement.

11.2 Sous-traitance

11.2.1 Déclaration d'un sous-traitant

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-titulaire>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité).

11.2.2 Paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles L2193-10 à L2193-21 du Code de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre s'applique également aux sous-traitants

ARTICLE 12. DETERMINATION – EVOLUTION DES PRIX – CLAUSE DE REEXAMEN

Les marchés subséquents peuvent prévoir des dispositions particulières à celle du présent article.

12.1 Contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le Cadre de réponse Financier (CRF).

Ils sont constitués soient des prix publics pratiqués par l'éditeur de la solution concernée, soient des prix « enseignement supérieur et recherche » soient de l'un ou l'autre de ces prix affectés d'un pourcentage de remise complémentaire consentie par le distributeur.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché.
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- le suivi commercial.

Tous les prix sont établis en euros.

12.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0, mois de remise des offres.

+ Pour les progiciels pour lesquels les prix se basent sur le tarif public :

Le Titulaire propose des prix unitaires et révisables par ajustement.

Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans le cadre financier n'excèdent pas ceux de son tarif public général pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir, à la demande de la personne publique, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Le mois d'établissement du prix est le mois précédent la date limite de remise des offres.

Sur ce tarif public, le Titulaire peut proposer un taux de remise ferme applicable pendant toute la durée du marché.

Les prix proposés sont fermes la première année, puis révisables à la date anniversaire de la notification de ce marché. Cette révision se calcule sur la base du tarif public général applicable à l'ensemble de la clientèle du Titulaire auquel est appliqué le taux de remise ferme prévu dans le marché.

La révision des prix par ajustement correspond soit à une hausse ou à une baisse par référence à ce tarif public en vigueur à la date de la commande de la prestation concernée.

Quinze jours au moins avant la date anniversaire de notification de ce marché, le Titulaire informe l'Agence par courrier de sa volonté de réviser les prix. A réception de ce courrier, l'Agence dispose de 10 jours pour valider cet ajustement. À l'issue de ce délai, le silence vaut acceptation.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire, lorsque l'ajustement induit une augmentation de plus de 5% des tarifs par rapport au prix proposé dans le marché.

+ Pour les progiciels pour lesquels les prix proposés se basent sur les tarifs négociés du groupe logiciel du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche :

Le Titulaire propose des prix unitaires et révisables par ajustement.

Sur le tarif éditeur de référence, le Titulaire peut proposer un taux de remise ferme applicable pendant toute la durée du marché.

La révision des prix par ajustement s'effectue en fonction de la périodicité et des ajustements de prix appliqués dans le cadre du groupe logiciel du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Dans l'hypothèse où, dans le cadre de l'exécution du marché, les accords tarifaires susmentionnés viendraient à ne plus être en vigueur, le Titulaire s'engage à faire application des tarifs néanmoins applicables à l'enseignement supérieur et à la recherche (dits tarifs « académiques »), sur lesquels il s'engage à pratiquer le même taux de remise.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire, lorsque la révision par ajustement induit une augmentation de plus de 5% des tarifs par rapport au prix proposé dans le marché.

Les prix sont révisés par ajustement en fonction de l'évolution du tarif public utilisé par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle, en lui affectant les remises consenties.

12.3 Clause de réexamen

Pendant l'exécution de l'accord cadre, l'Amue peut prescrire au Titulaire des modifications relatives au périmètre de certaines prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le Titulaire dans le cas suivant :

- L'ajout d'un ou plusieurs éditeurs ou licences qui n'ont pas pu être identifiés comme relevant du besoin au moment de la publication de l'accord-cadre.

Toute modification, entraînant un changement du prix ne peut être réalisée que par avenant.

La liste des éditeurs pourra également évoluer dans le cadre du rapprochement prévu entre l'Amue et l'Abes et le Cines.

ARTICLE 13. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

13.1 Avance - Acomptes

Une avance est accordée au Titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement :

- Lorsque le montant du subséquent ou du montant du bon de commandes est supérieur à 50 000 € HT ;
- Et, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le régime d'avance est l'option A de l'article 11.1 du CCAG-TIC. Le taux d'avance pour les entreprises qui ne sont pas des petites ou moyennes entreprises est de 10 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Aucune garantie financière n'est demandée au Titulaire pour le versement de l'avance.

Sous-traitance : dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, elle peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions et dans les conditions prévues aux articles R 2193-10, R 2193-17 à R 2193-21 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

A la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des articles R2191-20 et s., des acomptes mensuels peuvent être versés en fonction de l'état d'avancement des travaux pour les prestations dont la durée d'exécution dépasse un mois.

En tout état de cause, les acomptes ne peuvent dépasser 60% du montant du bon de commande.

Le paiement du solde n'interviendra qu'à réception définitive des livrables.

13.2 Facturation

L'ordonnateur de la dépense est le directeur de l'Amue ou toute personne ayant reçu délégation.

Le comptable assignataire est l'Agence comptable de l'Amue.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances (renseignements mentionnés aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique) est la Responsable du Service des Affaires Juridiques.

13.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Sans préjudice des clauses relatives aux avances et acomptes du présent contrat, les prestations font l'objet d'un paiement à terme échu.

Les paiements seront effectués par virement au compte du Titulaire.

13.4 Transmission des factures

Le Titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1. Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- + Par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
- + En utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2. Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- + Soit déposer ses factures sur le portail ;
- + Soit saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet aux adresses ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/perimetre-et-prerequis-2/#1599226209551-4f768929-d4cb>

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creer-un-compte-utilisateur-et-sauthentifier/>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut accéder à la page :

https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_contact

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

13.5 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

13.6 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Toute facture devra préciser distinctement :

- + le numéro du bon de commande
- + la date de livraison
- + la référence du marché 24-23-SINFO-Multiediteurs
- + le descriptif de la prestation conformément au cadre financier
- + l'identification du Titulaire;
- + La quantité ;
- + Le prix unitaire H.T. ;
- + La date de livraison ;
- + Le montant global H.T. ;
- + Le montant des éventuelles remises commerciales ;
- + Le taux et le montant de la TVA et autres taxes éventuellement dues ;
- + Le montant TTC ;
- + Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement ;

13.7 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

13.8 Règlement des factures

Le délai maximum de règlement est fixé à 30 jours, par virement bancaire, à compter de la date de remise de la facture à l'Acheteur dans les conditions des articles R.2192-12 à 14 du CCP.

Conformément à la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, les paiements effectués se feront obligatoirement sur un compte bancaire détenus dans les livres d'une banque d'un pays de l'OCDE.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-TIC, en cas de groupement solidaire, sur demande Titulaire dûment habilité à cet effet, les paiements sont répartis entre les membres du groupement suivant la répartition convenue par écrit entre l'Acheteur et le Titulaire.

13.9 Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'admission des prestations si celle-ci est postérieure.

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L2192-12 à L2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Conformément aux articles R.2192-31 et suivants du Code de la commande publique :

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de financement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Ils sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 14. PENALITES

14.1 Généralités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC. L'AMUE se réserve le droit d'appliquer les pénalités sans mise en demeure préalable et sans préjudice d'une possible résiliation aux torts du titulaire.

Les pénalités éventuellement dues sont réglées au moyen de retenues sur les factures présentées par les Titulaires, ou si nécessaire par l'émission d'une facture ou d'un titre de perception

Les pénalités ne présentent **aucun caractère libératoire** pour le Titulaire qui demeure intégralement redevable de l'exécution des prestations concernées.

En cas de groupement, quelle que soit sa forme, il revient au mandataire de définir au préalable la répartition des pénalités. À défaut le mandataire sera tenu au versement complet des pénalités.

Le montant des pénalités est plafonné à 40% du montant de la valeur pénalisée.

14.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire encourt en cas de dépassement de la date de livraison d'une prestation attendue au titre de l'accord-cadre, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en HT ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

14.3 Autres pénalités

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Le Titulaire est dégagé de toute responsabilité en raison des retards qui sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et a fortiori, de faits qui engagent la responsabilité de l'Amue.

ARTICLE 15. GARANTIE DE REVENDEICATION

Le Titulaire garantit qu'il possède les droits nécessaires pour réaliser les prestations et mettre à disposition les droits dont il est question au présent marché.

L'Amue informe dans les meilleurs délais le Titulaire de toute éventuelle réclamation, litige ou procès pour contrefaçon de droit d'auteur qui pourraient être portés à sa connaissance concernant les programmes et les documentations fournis par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à faire toutes diligences, pour assurer sa défense, et permettre à l'Amue pour le cas où celle-ci serait mise en cause, d'assurer la sienne, le Titulaire prenant à sa charge l'intégralité des frais de la procédure, ainsi que les honoraires de ses conseils et ceux de l'Amue.

Le Titulaire supporte l'intégralité des dommages et intérêts, frais et dépens éventuellement alloués à l'issue de la procédure, ou en cas de condamnation de référé et/ou en cas de décision avec exécution provisoire.

Le Titulaire ne pourra transiger sans l'accord écrit et préalable de l'Amue.

ARTICLE 16. DONNEES DE L'ACHETEUR - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le régime des droits de propriété intellectuelle des prestations du présent accord-cadre doit être compatible avec les objectifs suivants de l'Amue :

- Utilisation de licences de logiciels standards, conforme à leur destination, dans le cadre de l'exercice des missions de l'Amue ;
- Interopérabilité des logiciels acquis au sein de l'environnement Amue (éventuels accès indirects).

Ces objectifs doivent pouvoir être atteints par l'Amue.

Le pouvoir adjudicateur souhaite donc que les prestations du présent accord-cadre lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome utiliser les licences des logiciels standards dans la limite des éventuelles conditions restrictives prévues et acceptées par le pouvoir adjudicateur dans les documents particuliers du marché.

En cas de besoin spécifique en termes de droits d'usage du fait de l'utilisation des logiciels dans la construction et l'usage des solutions Amue, des marchés subséquents seront conclus. Les MS préciseront les besoins de l'Amue en termes de régime des droits et propriété intellectuelle.

Les connaissances antérieures standards sont définies à l'article 43.3 du CCAG-TIC.

Le régime applicable aux connaissances antérieures standards est celui prévu aux articles 44.1, 44.2 et 45.2 du CCAG-TIC.

Pour chaque logiciel, le titulaire précise dans son offre l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures standards par l'acheteur.

Il précise en outre :

- Les informations relatives au donneur de licence ;
- Les conditions de la licence ;
- Pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- Pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

16.1 Garantie de jouissance paisible

Le Titulaire garantit, à l'Amue, une jouissance paisible des droits concédés. À ce titre, il garantit que les éléments fournis ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle de tiers et s'engage à relever et garantir ces derniers de toute condamnation qui pourrait résulter d'une action en contrefaçon.

ARTICLE 17. ASSURANCES ET DÉCLARATIONS

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il en rapportera la preuve avant tout commencement d'exécution des prestations, pour chacun des Titulaires et les sous-traitants agréés.

Le Titulaire et ses sous-traitants doivent renouveler la production de ces documents dès l'échéance de validité des documents transmis, sur la plateforme en ligne <https://declarants.e-attestations.com>

Le Titulaire atteste, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre ou de sa mise à régie, à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le Titulaire atteste sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.

Le Titulaire atteste sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Amue, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du

ARTICLE 18. AGRÉMENTS – DOCUMENTS LÉGAUX

18.1 Documents à produire pendant l'exécution du marché

Le Titulaire, ses cotraitants et chacun des sous-traitants agréés doivent transmettre à l'Acheteur, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du marché, les documents suivants :

- Un extrait K-Bis ou autre document prévu au 2° de l'article D. 8222-5 du code du travail ou tout équivalent pour les sociétés étrangères
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents exigibles pour prouver le respect des obligations en matière fiscale ou sociale, l'acquittement des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales (L. 2141-2 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail

Afin de simplifier et de sécuriser ces démarches administratives, l'Acheteur met gracieusement à la disposition du Titulaire une plateforme en ligne <https://declarants.e-attestations.com> qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs précités.

Pour ce faire, le moment venu, le Titulaire se verra adresser une clé d'identification pour accéder à cette plateforme, y déposer les documents nécessaires et suivre leurs mises à jour.

Aucun autre mode de transmission des pièces précitées ne sera accepté.

Dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (INSEE, URSSAF...), pourraient déjà être disponibles sur le compte du Titulaire.

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du Titulaire.

Lorsque l'Acheteur est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le Titulaire des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le Titulaire mis en demeure devra apporter à l'Acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai fixé à l'article L. 8222-6 du code du travail.

A défaut de correction des irrégularités signalées, l'Acheteur en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché, de plein droit et sans indemnité à sa charge.

Documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français : Dans l'hypothèse où l'un des Titulaires et/ou un sous-traitant agréé intervenant dans le cadre de l'exécution du marché était établi hors du territoire

français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués à l'Acheteur, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R. 1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

ARTICLE 19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

En vertu de l'article 17 de la loi n° 2016 -1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le Titulaire s'engage à respecter les lois et règlements qui lui sont applicables et, sur demande, à communiquer tout justificatif de la mise en place de toute procédure prescrite par les lois et règlements relatifs à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence qui lui sont applicables de même que toute autre information que l'Acheteur pourrait raisonnablement réclamer pour vérifier le respect de ces lois et règlements par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à coopérer pour les fins de toute enquête de l'Agence française anticorruption ou de toute autre autorité enquêtant sur des faits de corruption ou de trafic d'influence.

À la demande de l'Acheteur, le Titulaire s'engage à remettre dans un délai de 5 jours suivant la notification de la demande, un questionnaire relatif à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le Titulaire s'engage sur l'exactitude des informations contenue dans le questionnaire.

ARTICLE 20. MODIFICATIONS DU MARCHE

Le marché peut être modifié dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les modifications du marché sont formalisées par voie d'avenant signé des deux Parties, sauf si la modification est prévue par une clause de réexamen du marché non éligible à l'avenant.

L'Acheteur peut résilier le marché, de plein droit et sans indemnité à sa charge, lorsque son exécution ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 21. MODIFICATION DU TITULAIRE - CESSIION - TRANSFERT DU MARCHE

Le Titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de notifier par écrit, sous peine de résiliation pour faute, sans délai, à l'Acheteur, les modifications portant sur leur situation juridique ou économique mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG-TIC].

Chacune des Parties ne peut céder, totalement ou partiellement, à titre gracieux ou onéreux, ses droits et obligations découlant du marché à un tiers (y compris en cas de fusion ou à d'absorption de l'entreprise Titulaire) sans l'accord préalable et écrit de l'autre partie.

Le Titulaire doit informer l'Acheteur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché, celle-ci fera l'objet d'un avenant tripartite signé entre les Parties constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

Par dérogation au deuxième alinéa du présent article, l'Acheteur peut valablement céder, transférer ou transmettre le marché à toute entité existante ou à créer de l'Amue, sous réserve d'informer le Titulaire de l'entité se substituant à l'Acheteur et que cette substitution n'entraîne pas de modifications des engagements contractuels pris par les Parties. Un avenant constatant le transfert du marché au(x) nouveau(x) cocontractant(s) sera signé entre les Parties.

ARTICLE 22. REDRESSEMENT - LIQUIDATION JUDICIAIRE

En application de l'article L2195-4 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, le jugement instituant une sauvegarde de justice, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur ne pourra prononcer la résiliation du marché au seul motif que le Titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L. 622-13 du même code dans le cadre de la procédure de sauvegarde de justice.

L'Acheteur adresse conformément à l'article L. 622-13 du code de commerce à l'administrateur (ou au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur autorisée par le juge commissaire) une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure (ou dans le délai autorisé par le juge commissaire), la résiliation du marché est prononcée. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai précité. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

En application de l'article L641-11-1 du code de commerce, l'ouverture ou le prononcé de la liquidation judiciaire n'est pas une cause de résiliation de plein droit du marché.

L'Acheteur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure (ou dans le délai autorisé par le juge commissaire), la résiliation du marché est prononcée. La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai précité. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 23. FIN DU MARCHE

23.1 Résiliation

L'Acheteur peut, de plein droit, résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation définis aux articles 48 à 50 du CCAG-TIC qui sont dûment applicables au présent marché, l'Acheteur peut également prononcer, de plein droit et sans indemnité à sa charge, la résiliation du marché aux torts du Titulaire pour les motifs suivants :

- Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, après mise en demeure restée infructueuse ;
- Si le Titulaire refuse le paiement des pénalités ou en cas d'atteinte du plafond de pénalités ;
- Pour les motifs de résiliation spécifiques prévus par les stipulations du présent CCP.

Lorsque le Titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, il en informe l'Acheteur sans délai. L'Acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif.

La lettre de résiliation précisera les modalités de fin ou de continuation des bons de commande/des marchés subséquents. La résiliation du marché n'entraîne pas automatiquement la résiliation des bons de commande/des marchés subséquent en cours d'exécution.

Pour la résiliation pour faute, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution minimum de 15 jours calendaires, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire, et être restée infructueuse ou insatisfaisante. Cette mise en demeure informe le Titulaire de la résiliation envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation pour faute n'ouvre droit à aucune indemnisation du Titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'Acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du Titulaire, et plus généralement ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées à l'encontre du Titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée par l'Acheteur au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception et fixe les modalités de la résiliation. Dans le silence de la lettre de résiliation, la résiliation du marché prend effet à compter de sa date de notification.

ARTICLE 24. REFERENCES COMMERCIALES

Après accord exprès de l'Acheteur, le Titulaire peut, à titre de référence, citer le marché notifié par l'Acheteur dans ses propositions commerciales.

En revanche, le Titulaire ne peut se prévaloir du marché et/ou des coordonnées de l'Acheteur dans tout communiqué (écrit, audio, visuel, télévisuel, sur Internet) qu'après en avoir reçu l'autorisation écrite de l'Acheteur.

ARTICLE 25. LANGUE DU MARCHÉ - INTERPRÉTATION DU CONTRAT

Le marché, l'offre du Titulaire, les documents et livrables sont rédigés en langue française. Les réunions ainsi que tous les services se tiennent en langue française.

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

ARTICLE 26. ELECTION DE DOMICILE- DROIT APPLICABLE

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges sociaux ou adresses indiqués dans l'Acte d'engagement ou à défaut dans toute autre pièce du marché. Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des parties ne sera opposable à l'autre partie que sept jours après lui avoir été dûment notifiée par écrit.

Le droit applicable est le droit français.

ARTICLE 27. REGLEMENT DES DIFFERENDS - JURIDICTION COMPETENTE

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC, préalablement à toute action en justice, les Parties conviennent de rechercher, dans des délais raisonnables, une solution amiable au différend qui les oppose.

A défaut de conciliation, par dérogation à l'article 55 CCAG-TIC, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle désignée ci-après.

TOUT DIFFEREND OU LITIGE RELATIF A LA CONCLUSION, A L'INTERPRETATION, A L'EXECUTION OU A LA CESSATION DU PRESENT ACCORD-CADRE SERA SOUMIS AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS EXCLUSIVEMENT COMPETENT, Y COMPRIS EN REFERE, NONOBTANT L'APPEL EN GARANTIE OU LA PLURALITE DE DEFENDEURS :

Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Paris,

7 rue de Jouy, 75181 Paris

Tél : +33 0144594664, courriel : greffe.tapis@juradm.fr

L'organe chargé des procédures de médiation est:

Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou des litiges

Préfecture de Paris, 5 rue Leblanc 75911 Paris

Tel : 01 82 52 42 67, courrier : ccira@paris-idf.gouv.fr.

ARTICLE 28. DÉROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TIC, les dérogations au CCAG ne font pas l'objet d'une liste récapitulative dans le présent CCP.